



Fédération Commerces et services : Prendre nos responsabilités !

Nous n'avons pas peur des ruines, nous sommes capables de bâtir aussi...
Buenaventura Durruti, syndicaliste espagnol

Une situation irréversible et insupportable

A la sortie du 9^e congrès de notre Union interprofessionnelle, notre développement tant dans le secteur privé que la fonction publique a été reconnu comme une urgence absolue.

Dans le secteur privé, l'une de nos possibilités de développement est sans aucun doute dans le commerce et les services où notre outil syndical doit s'adapter et se développer pour répondre aux attentes des travailleurs et travailleuses du secteur. Or la situation actuelle de la Fédération Commerces et Services, nous en empêche. En effet, la suspension de la Fédération est sans aucun doute une solution sur du court terme mais ne peut, si nous voulons réellement nous renforcer, perdurer.

Alors que faire ? Pour Solidaires Finances Publiques, SUD CAM et la Fédération SUD-Rail, la seule solution est désormais l'exclusion de cette fédération qui ne partage plus nos pratiques tant démocratiques que militantes. Après nous avoir attaqué de nombreuses fois devant les tribunaux (13 dont 10 encore en cours dont 5 en cassation), cette fédération continue son travail de sape en présentant systématiquement des listes contre les structures de Solidaires du secteur (Amazon Brétigny...), en usurpant notre identité (celui du syndicat Amazon Brétigny), en utilisant notre logo (SUD Amazon, SUD livreurs, SUD Triporteur...) pour appeler à voter pour d'autres organisations syndicales (appel de la Fédération via sa création SUD livreurs à voter pour la CNT-SO...). Parallèlement des militants et militantes subissent toujours des manœuvres d'intimidation et de menaces. Sans oublier, suite aux réunions d'instances de notre Union interprofessionnelle, des menaces contre certaines structures suite à leurs interventions (SUD-Rail, Solidaires Finances Publiques, Sud Éducation).

Cela est inacceptable et ne peut plus durer. Prendre une décision d'exclusion, nous le savons n'est pas facile (et c'est tant mieux) mais ne pas la prendre nous affaiblit et sous-entend qu'en notre nom tout serait possible !

Reconstruire sans exclure ?

Certaines structures opposées à l'exclusion, nous indiquent que l'urgence n'est pas d'exclure la Fédération Sud Commerces et Services mais de l'aider à se reconstruire. Nous avons pu, il y a quelques mois, partager ce point de vue c'est pour cela que nous avons validé la proposition en juillet 2023 de « *La mise en place, sous l'égide du Bureau national et avec le soutien du Comité national, d'une réunion nationale à l'automne 2023 des représentant-es de l'ensemble des implantations syndicales du commerce rattachées à Solidaires. Cette réunion visera à poser les bases d'une structure nationale démocratique pouvant réintégrer/adhérer à l'Union syndicale Solidaires dans les plus brefs*

délais pour organiser les travailleuses et travailleurs du commerce à l'échelle de l'Union. Les discussions sur les périmètres de champs de syndicalisation devront avoir lieu en amont avec les structures concernées (commerce, services, logistique) et être exposées dans les documents préparatoires de cette réunion. Ce sera aux adhérentes de décider du fonctionnement ».

Cette réunion qui devait entamer le processus de sortie de suspension pour reconstruire a eu lieu les 23 et 24 novembre 2023 mais sans les camarades de la Fédération suspendue, ce que nous avons déploré collectivement. Cette réunion avait acté l'organisation d'un congrès extraordinaire ouvert à l'ensemble des adhérentes du commerce et des services dans Solidaires, que ce soit via la fédération, un syndicat ou une section rattachée à une union départementale, un syndicat national d'entreprise... Ce congrès n'a toujours pas eu lieu faute de volonté de la Fédération. Force est de constater que la volonté de reconstruire n'est pas d'actualité pour la Fédération et cette situation n'est pas tenable pour notre Union.

Le statu-quo n'est plus tenable !

Notre syndicalisme repose sur nos structures militantes autour d'un projet commun et de valeurs et pratiques communes. Nous ne dissociions pas la fin et les moyens car c'est la cohérence entre les moyens utilisés et l'objectif recherché qui nous permettra de construire notre outil syndical et la société future. Cela implique donc des ruptures nécessaires qu'il ne faut pas dramatiser, cela peut-être un signe de force car l'Union ne peut se solidifier qu'autour de l'adhésion et la cohérence au même projet. Ce constat de non-retour, nous le faisons avec regret mais prendre la mesure de l'impasse actuelle fait également partie de nos responsabilités. C'est pourquoi l'ensemble des structures nationales de l'Union Solidaires doivent désormais acter le choix de la cohérence qui nous permettra de construire le meilleur outil syndical pour les travailleurs et travailleuses du secteur privé en général et du commerce et des services en particulier.

Le 30 mai 2024

Solidaires Finances Publiques / SUD Crédit Agricole Mutuel / Fédération SUD-Rail